

VITICULTURE ■ L'Association des viticulteurs et vinificateurs d'Île-de-France s'est réunie en assemblée générale.

Tour de vigne et AG pour les viticulteurs franciliens



Mardi 5 mai, à Étampes (Essonne). L'Association des viticulteurs et vinificateurs d'Île-de-France était en assemblée générale.

Mardi 5 mai, 24 viticulteurs se sont réunis autour d'Étampes (Essonne) à l'occasion d'une journée organisée par l'Association des viticulteurs et vinificateurs d'Île-de-France. Cette rencontre a permis de rassembler les viticulteurs franciliens venus partager leurs expériences de terrain, leurs pratiques et les enjeux actuels sur la filière viticole francilienne.

Une partie de la matinée a été consacrée à un tour de vigne. Les échanges se sont notamment concentrés sur l'épamprage — l'élimination des rameaux issus du pied de vigne —, avec des cas pratiques permettant d'illustrer les objectifs et les intérêts de cette opération dans la conduite de la vigne. La journée s'est ensuite poursuivie par une partie plus théorique consacrée au stress hydrique et aux travaux en vert, des sujets de plus en plus présents dans les vignobles et particulièrement suivis dans le contexte climatique actuel : observation des

parcelles, bonnes pratiques, etc. L'Assemblée générale de l'Association des viticulteurs et vinificateurs d'Île-de-France qui a suivi a permis de revenir sur les actions menées par l'association, les projets en cours, ainsi que les perspectives de développement de la filière régionale.

Au-delà des aspects techniques, les échanges entre participants ont également fait ressortir une volonté commune de poursuivre la structuration et la valorisation des vins franciliens. Plusieurs viticulteurs ont notamment souligné l'importance de développer la visibilité afin de mieux faire connaître les vins d'Île-de-France auprès du grand public et des professionnels.

CHAMBRE D'AGRICULTURE
ÎLE-DE-FRANCE

+ d'infos :

Contact : Floriane Chardon,
conseillère diversification et filières
alimentaires : floriane.chardon@idf.chambagri.fr / 06.24.99.43.59.

SOCIAL ■ Les comptes consolidés de la MSA ont été certifiés pour la quinzième année consécutive par les commissaires aux comptes.

MSA: certification des comptes

Pour la 15^e année consécutive, les commissaires aux comptes ont confirmé, le 5 mai, en conseil d'administration de la Caisse centrale de la MSA, la certification des comptes 2025 du régime agricole.

« Cette nouvelle certification renforce la relation de confiance entre la MSA, ses adhérents, la profession agricole et les territoires ruraux. Elle s'inscrit dans une période où l'engagement collectif et les choix structurants pour l'avenir du régime sont plus que jamais au cœur de l'actualité et confirme la fiabilité avec laquelle la MSA assume ses missions de service public », souligne Jean-François Fruttero, président de la CCMSA.

Des propos appuyés par sa directrice générale de la CCMSA, Anne-Laure Torrèsin : « Ce résultat témoigne de l'engagement durable des équipes de la MSA en matière de maîtrise des risques, de qualité du service rendu et de fiabilité des comptes. Cette exigence se traduit par exemple par un renforcement de nos dispositifs de protection, avec une détection de la fraude en progression de 23%. Il constitue un jalon important à l'heure où s'ouvrent de nouvelles perspectives pour l'action de la MSA afin de poursuivre et d'amplifier notre engagement au service de l'ensemble de nos ressortissants ».

MSA ÎLE-DE-FRANCE

VIE SYNDICALE ■ Un webinar sur la conjoncture et les marchés agricoles a réuni plus de 90 adhérents FDSEA 77 et JA 77 mercredi 13 mai.

Plus de 90 adhérents FDSEA 77 et JA 77 suivent un webinar

Conjoncture et marchés agricoles était le thème d'un webinar proposé par la FDSEA 77 et JA 77 à leurs adhérents mercredi 13 mai et animé par Arthur Portier, expert en matières premières et en géopolitique agricole. Durant une heure, ce rendez-vous a réuni plus de 90 participants. « À travers ce webinar, nous assumons pleinement notre rôle de proposition et d'explication, afin d'apporter aux exploitants des perspectives et de prendre de la hauteur », a souligné le président de la FDSEA 77, Samuel Vandaele.

Ce webinar s'inscrit dans un contexte où se fait jour une distorsion entre évolution du prix des engrais, un marché stratégique, et celui des grains. « La stabilité des prix tient dans la stabilité de l'offre. La stabilité de l'offre tient

dans celle des rendements. Celle des rendements dans la science », a résumé Arthur Portier. Et d'appeler à « une vraie politique de ré-industrialisation des engrais en France et en Europe ».

Autre point souligné, de nombreux pays conservent leur valeur ajoutée sur leur territoire. « Notre blé tendre n'a pas de valeur aujourd'hui. Les pays créent de la valeur grâce à leurs outils industriels. La crise énergétique actuelle peut être un levier pour réconcilier agriculture et industrie ». Mais la France présente un atout : sa logistique, qui est une vraie force.

Autre sujet abordé, l'Ukraine et son intégration à l'Union européenne. Selon l'intervenant, « la profession doit s'y préparer pour des considérations de territoire et de sécurité. Face à une France importatrice de maïs, de soja,

etc., comment l'Ukraine peut-elle contribuer à réduire notre dépendance ? On peut en faire une force. L'Europe doit aussi développer sa puissance. Dire "Je suis contre" est facile, mais réfléchissons aux produits pour lesquels ce pays peut nous aider. De plus, si l'Ukraine n'intègre pas l'Europe, d'autres pays s'intéressent à elle, notamment pour ses terres rares ».

Enfin, Arthur Portier a exposé un réel débouché avec un continent à deux pas de l'Europe, l'Afrique. « L'alimentation joue un rôle dans les flux migratoires. Il faut donc penser plus largement. Cultivons nos relations avec nos partenaires africains car nos concurrents veulent nous bouffer. Ne soyons pas naïfs. Cultivons nos forces et projetez-vous. », a-t-il conclu.

L.G.-D.

ENVIRONNEMENT ■ Le Syndicat d'eau de l'est seine-et-marnais, aux côtés de la chambre d'Agriculture, déploie différentes actions depuis six ans.

Comité de suivi du Syndicat d'eau de l'est-77: les agriculteurs mobilisés

Le Syndicat d'eau de l'est seine-et-marnais est un acteur territorial de proximité, chargé de la distribution de l'eau dans les communes situées à l'est du département. Dans ce secteur à dominante agricole, la production d'eau potable repose sur un équilibre entre les différents usages et la préservation de la qualité de la ressource.

En collaboration avec la chambre d'Agriculture, le syndicat porte des actions qui s'inscrivent dans une volonté d'accompagner le monde agricole en proposant des solutions concrètes, adaptées aux réalités du terrain. L'objectif est de répondre aux préoccupations quotidiennes des exploitants (maîtrise des charges, gestion du salissement des parcelles...) tout en intégrant pleinement les enjeux de protection de l'eau. Le syndicat s'efforce ainsi de faire valoir les intérêts de chacun, sans occulter les contraintes et le quotidien du monde agricole.

Lors du comité de suivi qui s'est tenu mardi 5 mai à Maison-Rouge-en-Brie, plusieurs acteurs du milieu ont pris la parole, notamment les agriculteurs qui occupent une place centrale dans ce dispositif. Depuis six ans, le syndicat et la chambre d'Agriculture déploient des actions qui ont su mobiliser largement. Au total, 311 agricul-



Maison-Rouge, mardi 5 mai. Un comité de suivi du syndicat d'eau de l'est seine-et-marnais s'est tenu.

teurs (dont 197 sur les seuls territoires suivis) ont participé à au moins une action proposée dans ce cadre.

Cette mobilisation s'est renforcée à partir de 2023, avec l'ouverture de financements supplémentaires, notamment via les MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques), permettant d'élargir les dispositifs proposés. À ce jour, on compte environ 20 agriculteurs conventionnels engagés dans des MAEC à enjeu eau, 18 exploitations en agriculture biologique, ainsi que 70 agriculteurs impliqués dans des MAEC orientées biodiversité.

Fort de ces six premières années, le Syndicat d'eau de l'est seine-et-marnais souhaite aujourd'hui poursuivre cette dynamique.

L'orientation retenue vise à développer des approches de multiperformance, conciliant performances économiques, environnementales et agronomiques, tout en s'appuyant davantage sur des indicateurs de résultats pour évaluer l'efficacité des actions engagées.

CHAMBRE D'AGRICULTURE
ÎLE-DE-FRANCE

+ d'infos :

Contact : Benoit Terrie à
b.terrie@s2e77.fr
Pour la chambre d'Agriculture :
Romain Boisson et Louise
Sautreau, chargés d'étude
protection de la ressource
et captage, à
romain.boisson@idf.chambagri.fr
et louise.sautreau@idf.chambagri.fr